

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 16/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

REVIVAL

1222 rue du Président Lecuyer
ZI n°4 - BP 8
59880 SAINT-SAULVE

Références : 3884/RAPV/CC/IC230432
Code AIOT : 0010003884

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 7 rue Gustave Eiffel 28500 VERNOUILLET. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 7 RUE GUSTAVE EIFFEL 28500 VERNOUILLET
- Code AIOT : 0010003884
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets située au sein de la zone industrielle de Vernouillet.

L'installation, anciennement exploitée par la société Guy Dauphin Environnement, est également agréée pour son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage (arrêté préfectoral complémentaire portant changement d'exploitant et transfert de l'agrément VHU au profit de la société REVIVAL en date du 06/06/2023).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite d'inspection du 17/06/2020,
- Traitement des eaux susceptibles d'être polluées,
- Contrôle périodique (installations électriques, moyens de lutte contre l'incendie et audit de conformité au cahier des charges "centre VHU").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	VI du 17/06/2020 (NC6)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV	VI du 17/06/2020 (NC7)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - II	VI du 17/06/2020 (NC8)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43	VI du 17/06/2020 (NC1)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	VI du 17/06/2020 (NC2)	Sans objet
3	Opération de dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-I	VI du 17/06/2020 (NC3 et NC4)	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	VI du 17/06/2020 (NC5)	Sans objet
8	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	VI du 17/06/2020 (NC9)	Sans objet
9	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	VI du 17/06/2020 (NC9)	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	VI du 17/06/2020 (NC10)	Sans objet
12	Dispositif de traitement des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
13	Entreposage des VHU non dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - I	/	Sans objet
14	Entreposage des VHU dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - IV	/	Sans objet
15	Audit de conformité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15°-annexe cahier des charges VHU	/	Sans objet
16	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	VI du 17/06/2020 (D2)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC1)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :</p> <ul style="list-style-type: none">— la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;— les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Conforme à la prescription.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC1) : Les déchets dangereux stockés dans la zone de dépollution ne sont pas étiquetés avec la nature, le code des déchets et les symboles de dangers. Constat du 15/06/2023 : L'inspection des installations classées observe que les déchets dangereux issus de la dépollution des VHU sont collectés dans des bacs étanches ou dans des fûts. Ces déchets sont identifiés par une étiquette comportant la nature, le code des déchets et les symboles de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC2)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC2) : Le registre de suivi des VHU est incomplet. Constat du 15/06/2023 : L'exploitant indique que les véhicules hors d'usage réceptionnés au sein de son installation sont enregistrés sur le logiciel AS 400 qui permet notamment d'avoir un registre informatisé. Celui-ci reprend l'ensemble des informations définies par l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé (date de réception du VHU, immatriculation, quantités extraites...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opération de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-I
Thème(s) : Risques chroniques, Opération de dépollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC3 et NC4) • type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : — les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; — les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; — le verre est retiré ; — les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; — les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; — les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; — les pneumatiques sont démontés ; — les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; — les pots catalytiques sont retirés [...].
Constats : Prescription respectée.
Observations : Constats du 17/06/2020 : - NC3 : L'exploitant ne retire pas les filtres à huile, les filtres à carburants ni les filtres à particules. - NC4 : L'exploitant ne retire pas ni ne neutralise les airbags et les prétensionneurs. Constat du 15/06/2023 : Lors de la visite, l'exploitant déclare que : - les fluides sont évacués des véhicules par gravité pour les huiles moteur ou les huiles hydrauliques, et par pompage pour les carburants, les liquides de frein et de lave-glace ; - les fluides frigorigènes sont récupérés dans une bouteille à l'aide d'une station spécifique de retrait ; - le matériel de découpe des pare-brises permet de retirer le verre qui est ensuite expédié vers la société Recyverre ; - les pare-chocs et les batteries sont démontés et stockés dans des bennes distinctes ; - les prétensionneurs sont retirés et les airbags neutralisés à l'aide d'une mallette ; - les éléments filtrants sont extraits et stockés dans des conteneurs distincts ; - les pneus sont déjantés puis entreposés dans une benne prévue à cet effet ; - les pots catalytiques sont retirés à l'aide d'un coupe catalyseur puis stockés dans un bac étanche. Ces points ont notamment été confirmés lors de la visite du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC5)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC5) : L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques accidentels, ni d'un plan de positionnement des équipements de secours.
Constat du 15/06/2023 : L'exploitant présente un plan général de son établissement sur lequel apparaissent les locaux (bureaux, hangar de stockage des métaux), la station de dépollution des VHU, la station de lavage, les aires extérieures d'entreposage des déchets, la cuve GNR et l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie public, réserves d'eau communales, vannes de confinement).
L'inspection des installations classées constate néanmoins que la nature des risques inhérents à l'exploitation du site ne sont pas précisés sur le plan (incendie, émanations toxiques, atmosphère explosive...). Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis une mise à jour du plan avec l'indication des risques et les interdictions d'arrosage des tournures d'aluminium et d'acier en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC6)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C [...] ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l [...]</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].</p>
Constats : Dépassement des valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et chrome VI.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC6) : Les paramètres chrome VI et métaux totaux ne sont pas analysés dans les rejets des eaux pluviales. Constat du 15/06/2023 : Le rapport d'analyse du laboratoire Wessling référencé ULI23-000036-1 en date du 05/01/2023 fait apparaître l'ensemble des paramètres définis par l'arrêté ministériel du 26/11/2012. Les valeurs de rejet mesurées sont de 530 mg/l pour la DCO, 80 mg/l pour la DBO5 et 0,27 mg/l pour le chrome VI. Ces valeurs sont supérieures à celles fixées par la prescription susvisée. L'exploitant mentionne qu'une analyse des réseaux sera prochainement réalisée afin de déterminer les causes de ces dépassements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC7)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres [...].</p>
Constats : Absence de moyens nécessaires à l'évaluation du volume des stocks de déchets.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC7) : L'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks de déchets.
<p>Constat du 15/06/2023 : Les zones de stockage des déchets de l'établissement sont organisées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- les métaux (aluminium, inox, zinc...) sont abrités sous un hangar ;- une zone de stockage en extérieur est dédiée à la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- les batteries usagées sont entreposées dans une benne ;- les déchets dangereux (huiles, liquides de frein, antigel, filtres...) issus de la dépollution des VHU sont stockés dans des bacs étanches ou dans des fûts ;- les déchets de bois, cartons, DIB, tournures d'aluminium et d'acier sont stockés en plein-air dans des cases d'entreposage munies d'une dalle étanche. <p>Les différentes zones de stockage des déchets sont repérées sur le plan général de l'installation. Cependant, celles-ci ne sont pas physiquement identifiées par une signalétique.</p> <p>L'inspection des installations classées estime par ailleurs que la hauteur des déchets stockés en vrac sur les aires d'entreposage extérieures n'excède pas 6 mètres. Néanmoins, il est constaté que l'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La non-conformité (NC7) relevée lors de l'inspection du 17/06/2020 est donc maintenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - II
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC8)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
Constats : Les DIB sont admis dans l'installation sans faire l'objet d'une procédure d'information préalable.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC8) : L'information préalable sous la forme de l'offre commerciale ne comporte pas la mention du code déchet. Constat du 15/06/2023 : Lors de la visite, l'exploitant admet que les fiches d'information préalable ne sont pas établies pour les DIB. Il appartient donc à l'exploitant de mettre en œuvre cette procédure en veillant à ce que l'ensemble des informations exigées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 soit pris en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC9)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations : Constat du 17/06/2020 (NC9) : Le registre des déchets entrants ne comporte pas toutes les informations nécessaires conformément à la prescription susvisée.

Constat du 15/06/2023 : Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets entrants sous format dématérialisé. Celui-ci contient la date de réception des déchets, les caractéristiques des déchets (dénomination, nature, code, quantité, n°BSD...), les données relatives aux producteurs initiaux des déchets, aux transporteurs et aux destinataires finaux, ainsi que les informations de traitement effectuées (code et libellé du traitement...).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC9)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Pas d'écart relevé.
<p>Observations : Constat du 17/06/2020 (NC9) : Le registre des déchets sortants ne comporte pas toutes les informations nécessaires conformément à la prescription susvisée.</p> <p>Constat du 15/06/2023 : Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets entrants sous format dématérialisé. Celui-ci contient la date de réception des déchets, les caractéristiques des déchets (dénomination, nature, code, quantité, n°BSD...), les données relatives aux producteurs initiaux des déchets, aux transporteurs et aux destinataires finaux, ainsi que les informations de traitement effectuées (code et libellé du traitement...). Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets sortants sous format dématérialisé. Celui-ci contient la date d'expédition des déchets, les caractéristiques des déchets (dénomination, nature, code, quantité, n°BSD...), l'origine des déchets, les données des transporteurs, et les informations de destination des déchets (code et libellé du traitement...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC10)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>— [...],</p> <p>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances [...].</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...].</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 17/06/2020 (NC10) : L'exploitant n'a pu justifier de la présence et de la disponibilité du ou des appareils d'incendie.
<p>Constat du 15/06/2023 : L'installation est dotée des moyens de secours contre l'incendie qui sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un poteau incendie du réseau public situé à moins de 100 mètres des limites de propriété ;- 2 réserves d'eau communales à proximité de l'installation ;- 18 extincteurs répartis sur l'ensemble du site, bien visibles et facilement accessibles. <p>D'après le procès-verbal d'essai du 17/07/2020 de la commune de Vernouillet, le poteau incendie n°4 précité est en mesure de délivrer un débit de 98 m³/h sous une pression de 1,5 bar. La non-conformité (NC10) relevée lors de la précédente inspection est donc levée.</p> <p>Quant aux extincteurs, ces derniers ont fait l'objet d'une vérification périodique le 28/22/2022 par la société Eurofeu (bon d'intervention BC000215244). Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas consulté le rapport correspondant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...].
Constats : Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique et celles-ci présentent des non-conformités.
Observations : D'après le rapport de la société Socotec n°962SC/22/2444 du 19/11/2022, les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées et présentent les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- disjoncteur général : absence de protection contre les contacts indirects à l'origine de l'installation,- coffret hangar : obturateurs ou plastrons déposés et à remettre en place,- bureaux : dispositif de télécommande de mise à l'état de repos des BAES défectueux. <p>L'exploitant mentionne que les travaux de remise en conformité seront prochainement réalisés. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bon de commande n°0170236705 du 19/07/2023 de la société SAS RM ELEC,- le rapport de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge (Q19) établi par Socotec référencé N28Q0/23/3950 en date du 30/06/2023. Ce document conclut qu'au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique, et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie constatée. L'organisme de contrôle recommande notamment un dépoussiérage de l'armoire atelier. <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en conformité de ses installations électriques (bon d'intervention, rapport de contrôle périodique qui sera à réaliser en fin d'année 2023 ou attestation Q18).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Dispositif de traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de traitement des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection [...]. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures [...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les séparateurs d'hydrocarbures de l'installation ont fait l'objet d'un entretien périodique.
Observations : L'installation est dotée de 2 séparateurs d'hydrocarbures qui ont fait l'objet d'un entretien au mois d'août 2022. D'après le BSD n°20220802-PJBM8PVJS, les mélanges de déchets des séparateurs d'hydrocarbures (code déchet 13 05 08* d'une quantité de 15,62 tonnes) ont été collectés par Veolia le 04/08/2022 et ont été remis à Ecopur le 10/08/2022 en traitement final.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entreposage des VHU non dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - I
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des VHU non dépollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées constate qu'aucun véhicule en attente de dépollution ou en attente d'expertise n'est présent le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Entreposage des VHU dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des VHU dépollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de la visite, aucun véhicule hors d'usage en cours de dépollution ou déjà dépollué n'a été constaté au sein de l'installation. L'exploitant déclare traiter peu de véhicules hors d'usage par an car il ne s'agit pas de sa principale activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Audit de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15°-annexe cahier des charges VHU
Thème(s) : Situation administrative, Audit de conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...].
Constats : L'audit de conformité de l'installation a été réalisée.
Observations : L'exploitant a procédé à la vérification de la conformité de son installation le 25/04/2023 par l'organisme AB certification. Le rapport d'audit correspondant mentionne un dépassement des valeurs limites d'émission pour les paramètres DCO, DBO5 et chrome VI (cf. point de contrôle n°5).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D2)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">— [...] ;— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 17/06/2020 (D2) : l'exploitant remplace l'affichage de la consigne d'utilisation de la vanne d'isolement du réseau de collecte des eaux de ruissellement. Constat du 15/06/2023 : L'exploitant dispose de consignes relatives à la gestion de situation accidentelle (incendie ou pollution) et notamment sur l'utilisation de la vanne d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de panneaux d'affichage signalant l'emplacement de la vanne d'isolement et de sa clé de manœuvre. Ces équipements sont également matérialisés sur le plan général de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet